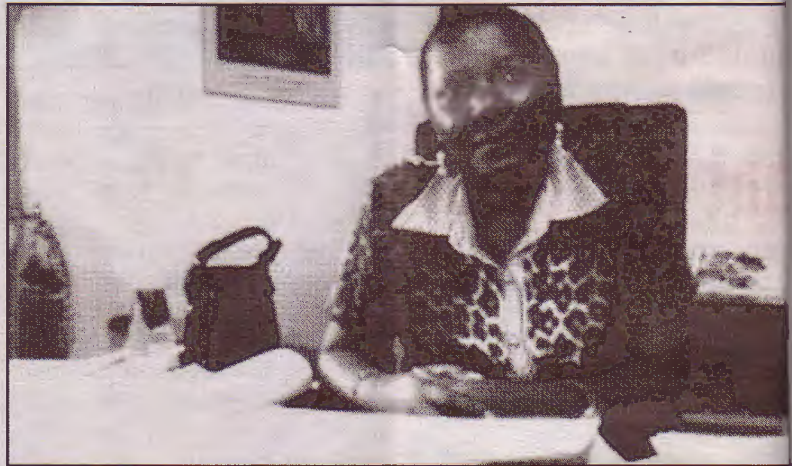


Silence, les conseillers du département de Bendje se servent !

Les élus du Conseil départemental de Bendje (CDB) ne sont vraisemblablement pas au service des populations. Alors que les villages de ce département sont quasiment abandonnés à leur triste sort, au siège du Conseil, au bord de l'océan, la guerre pour le partage de la manne du budget fait rage. Tout porte à croire que les 27 conseillers ne sont là que pour se servir et non pour servir. Beaucoup estiment d'ailleurs que la présidente de cette institution, devenue l'otage d'un groupe de PDGistes, devrait rompre le silence et dévoiler tous les errements observés.

S.N

A lors que la loi interdit aux agents de l'institution de faire partie des élus, on retrouve au Conseil départemental de Bendje des salariés de l'institution qui continuent de siéger. Outre la violation de la loi, les conseillers n'hésitent pas de s'octroyer des frais de session et de mission exorbitants, toute chose qui tranche avec le sens d'abnégation que nécessite leur engagement. La dernière dépense folle qui donne le tournis concerne l'achat de 27 moteurs hors bord par le CDB. Chaque conseiller devrait donc en recevoir un. Une fois les moteurs arrivés chez le fournisseur, les conseillers



Lucie Akendengue Daker, la présidente du Conseil départemental, est prise en otage par les conseillers PDG qui veulent s'en mettre plein les poches.

se sont précipités à les récupérer sans attendre l'autorisation de la présidente. Lucie Akendengue Daker, qui a considéré cela comme un détournement, aurait sommé ceux qui avaient déjà récupéré les moteurs payés par l'institution de les rendre. « *Les conseillers n'ont pas le droit de se servir directement chez un fournisseur, les moteurs doivent d'abord être livrés à l'institution de façon officielle. C'est seulement après leur enregistrement que l'on peut procéder à la distribution* », a expliqué un agent du CDB.

Mais pourquoi offrir un moteur à chaque conseiller, quand on sait que l'institution dispose d'embarcations qui peuvent bien servir lors des missions ? Une trentaine de millions jetés par la fenêtre et qui aurait pu servir au développement des trois cantons que compte le département. Voilà l'attitude irresponsable, voire indécente des

conseillers censés représenter les populations et tenus d'exécuter des projets conformément aux aspirations de ces dernières.

En voulant recadrer ses collègues conseillers, la présidente serait l'objet d'un chantage de la part de ces derniers qui menacent de la priver du budget d'investissement. Pour ses camarades PDGistes, il est inconcevable qu'elle les empêche de « *manger* ». Ils seraient même en train de s'organiser pour éjecter Akendengue Daker lors de la prochaine session du Conseil. Dans cette confusion, beaucoup s'interrogent sur le silence des conseillers du groupe la « *Clé* » et surtout de son président Ogoula Mougama. Celui qui s'est retrouvé au Sénat grâce à un accord avec le PDG, aurait-il décidé de sacrifier l'intérêt des populations sur l'autel des appétits gargantuesques de ses alliés ?